

1. Review of Special Event By-laws

Examen des règlements sur les événements spéciaux

Joint Committee recommendation(s), as amended

That Council:

1. Repeal By-law 2001-260 and By-law 2013-232 and approve the recommended Special Events By-law and Highway Events By-law, as described in this report and in the general form set out in Document 1, as amended at Sections 13(1) and 14, and Document 2, as amended, respectively, to be in force on January 2, 2026, and:
 - a. Approve the recommended minor amendments to the Licensing By-law (No. 2002-189), as amended, to harmonize definitions and standards with the Special Events By-law, as described in this report and in the general form set out in Document 3, to be in force on January 2, 2026; and
 - b. Approve the recommended minor amendments to the Noise By-law (No. 2017-255), as amended, to harmonize definitions and standards with the Special Events By-law, as described in this report and in the general form set out in Document 4, to be in force on January 2, 2026;
 - c. That volunteers tending to traffic barricades or directing parking be a minimum age of 18 years old or supervised by an adult where they are younger than 18 years old;
 - d. That the requirement for a volunteer tending to traffic barricades or directing parking to have a driver's licence be removed and stricken from the staff report.

- e. That the requirement to develop and adopt a code of conduct for special events be optional and not mandatory;
 - f. That the requirement for event staff and volunteers to complete Ottawa Public Health's online "Safer Events" training prior to working or volunteering at a special event be strongly recommended and not mandatory;
- 2. Establish interim delegated authority for the General Manager of Public Works, or their authorized representative, to approve weekday road closures from 6 AM to 6 PM for local and collector roads, and for major collector and arterial roads with the consent of impacted Ward Councillors, as detailed in the Delegated Authority for Road Closures section of the report, to be effective upon Council approval and until January 2, 2026;
 - 3. Approve the recommended amendments to the Vendors on Highways By-law (No. 2005-358), as amended, Designated Spaces By-law (No 2007-478), as amended, and Licensing By-law (No. 2002-189), as amended, to allow the presence and participation of licensed mobile refreshment vehicles, mobile refreshment carts, mobile canteens, refreshment stands and itinerant sellers at special events and block parties, as described in this report and in the general form set out in Document 5, to be in force on January 2, 2026;
 - 4. Approve amendments to the Noise By-law (No. 2017-255, as amended) to allow weekday noise exemptions to be extended for up to one hour when outdoor special events are impacted by weather delays and other unforeseen events, with the prior consent of the Ward Councillor, as described in this report and in the general form set out in Document 6, to be in force on January 2, 2026;
 - 5. Approve amendments to the Licensing By-law (No. 2002-189, as amended) and Schedule 9 respecting all-night dance event license

requirements for establishments and events operating under a liquor license issued by the Alcohol and Gaming Commission of Ontario, as described in this report and in the general form set out in Document 7 and to be effective upon enactment;

6. Receive the following documents:

- a. Document 8 – Assessment of the application of the Noise By-law for demonstrations (for information);**
- b. Document 9 – Assessment of regulations for preventing harassment in public places (for information); and**
- c. Document 10 – Assessment of regulations to address nuisance parties (for information).**

Recommandation(s) du comité conjoint telles que modifiées

Que le Conseil :

- 1. Abroge les règlements 2001-260 et 2013-232 et d'approuver le Règlement sur les événements spéciaux et le Règlement sur les événements sur voie publique recommandés, comme ils sont décrits dans le présent rapport et selon la forme générale établie dans le document 1, tel que modifié au paragraphes 13(1) et à l'article 14, et le document 2, tel que modifié, respectivement, pour une entrée en vigueur le 2 janvier 2026, ainsi que :**
 - a. d'approuver les modifications mineures proposées au Règlement sur la délivrance de permis (no 2002-189), dans sa version modifiée, pour uniformiser ses définitions et normes avec ce que l'on trouve dans le Règlement sur les événements spéciaux, comme il est décrit dans le présent rapport et selon la forme générale établie dans le document 3, pour une entrée en vigueur le 2 janvier 2026;**

- b. d'approuver les modifications mineures proposées au Règlement sur le bruit (no 2017-255), dans sa version modifiée, pour harmoniser ses définitions et normes avec ce que l'on trouve dans le Règlement sur 4 les événements spéciaux, comme il est décrit dans le présent rapport et selon la forme générale établie dans le document 4, pour une entrée en vigueur le 2 janvier 2026;
 - c. Que les bénévoles qui s'occupent des barrières de circulation ou du stationnement doivent être âgés d'au moins 18 ans ou être supervisés par un adulte s'ils ont moins de 18 ans;
 - d. Que l'obligation pour les bénévoles s'occupant des barrières de circulation ou du stationnement d'avoir un permis de conduire soit retirée du rapport du personnel.
 - e. Que l'élaboration et l'adoption d'un code de conduite pour les événements spéciaux soient facultatives et non obligatoires;
 - f. Que l'obligation pour le personnel et les bénévoles de suivre la formation en ligne sur les événements sécuritaires de Santé publique Ottawa avant leur entrée en poste à un événement spécial soit fortement recommandée, mais non obligatoire;
2. Délègue de façon intérimaire au directeur général des Travaux publics ou à son représentant autorisé le pouvoir d'approuver la fermeture, de 6 h à 18 h en semaine, de routes locales ou collectrices, et sous réserve du consentement des conseillères et conseillers des quartiers touchés, de routes collectrices principales et d'artères, comme il est indiqué à la section « Pouvoirs délégués pour les fermetures de rues en semaine » du présent rapport, délégation qui serait en vigueur de l'approbation du Conseil au 2 janvier 2026;
3. Approuve les modifications recommandées du Règlement concernant les vendeurs sur la voie publique (no 2005-358), du Règlement municipal sur le Programme de places désignées (no 2007-478) et du Règlement sur la délivrance de permis (no 2002-

189), dans leur version modifiée, pour permettre la présence et la participation, lors d'événements spéciaux et de fêtes de quartier, de véhicules servant à la vente de rafraîchissements, de chariots mobiles de rafraîchissements, de cantines mobiles, de comptoirs de rafraîchissements et de vendeurs itinérants possédant un permis, tel qu'il est décrit dans le présent rapport et selon la forme générale établie dans le document 5, modifications qui entreront en vigueur le 2 janvier 2026;

4. Approuve les modifications proposées au Règlement sur le bruit (no 2017- 255), dans sa version modifiée, pour permettre de prolonger d'une heure maximum les exemptions relatives au bruit en semaine lorsque des événements spéciaux extérieurs sont repoussés en raison des conditions météorologiques ou d'autres imprévus, avec le consentement préalable de la conseillère ou du conseiller du quartier touché, comme il est décrit dans le présent rapport et selon la forme générale établie dans le document 6, pour une entrée en vigueur le 2 janvier 2026;
5. Approuve les modifications proposées au Règlement sur la délivrance de permis (no 2002-189), dans sa version modifiée, et à l'annexe 9 concernant les exigences de permis des activités de danse nocturne continue des établissements et des organisateurs ayant un permis d'alcool délivré par la Commission des alcools et des jeux de l'Ontario, comme il est décrit dans le présent rapport et selon la forme générale établie dans le document 7, pour une entrée en vigueur dès adoption; 5
6. Prenne acte des documents suivants :
 - a. Document 8 – Évaluation de l'application du Règlement sur le bruit lors de manifestations (pour information);
 - b. Document 9 – Évaluation des règlements visant à prévenir le harcèlement dans les lieux publics (pour information);
 - c. Document 10 – Évaluation des règlements visant à s'attaquer

aux fêtes perturbantes (pour information).

FOR THE INFORMATION OF COUNCIL

The Joint Committee also approved the following **DIRECTION TO STAFF**
(Councillor S. Devine):

That staff include the issue of nuisance car rallies as an emerging issue to be considered in the development of next Term of Council's By-law Review Work Plan and to include within the scope of this work consideration of the new regulations and enforcement program implemented in the City of Vaughan in partnership with Peel Regional Police.

POUR L'INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Le comité conjoint a approuvé la **DIRECTIVE AU PERSONNEL** suivante :
(Conseiller S. Devine) :

Que le personnel ajoute la question des rassemblements de voitures nuisibles comme enjeu émergent à prendre en compte lors de l'élaboration du plan de travail de l'examen des règlements municipaux du prochain mandat du Conseil, et qu'il inclue dans la portée de ces travaux l'étude de la nouvelle réglementation et du nouveau programme d'application mis en œuvre par la Ville de Vaughan en partenariat avec la police régionale de Peel.

Documentation / Documentation

1. Manager's Report, Public Policy Development Services, Emergency and Protective Services, dated May 6, 2025 (ACS2025-EPS-PPD-0002).

Rapport de la gestionnaire, Élaboration politiques publiques, Services de protection et d'urgence, daté le 6 mai 2025
(ACS2025-EPS-PPD-0002).
2. Extract of draft Minutes, Joint Meeting of the Emergency Preparedness and Protective Services and Public Works and Infrastructure Committee, May 15 and 16, 2025.

Extrait de l'ébauche du procès-verbal, Réunion conjointe du Comité des services de protection et de préparation aux situations d'urgence et du Comité de l'infrastructure et des travaux publics, le 15 et 16 mai 2025.

**Joint Meeting of the Emergency
Preparedness and Protective Services
and Public Works and Infrastructure
Committee
Joint Report 1
May 28, 2025**

8

**Réunion conjointe du Comité des
services de protection et de
préparation aux situations d'urgence
et du Comité de l'infrastructure et des
travaux publics
Rapport conjoint 1
le 28 mai 2025**

**Extract of Minutes 1
Joint Meeting of Agriculture and
Rural Affairs Committee and
Environment and Climate Change
Committees
May 15 and 16, 2025**

**Extrait du procès-verbal 1
Réunion conjointe du Comité des
services de protection et de préparation
aux situations d'urgence et du Comité de
l'infrastructure et des travaux publics
Le 15 et 16 mai 2025**

Review of Special Event By-laws

File No. ACS2025-EPS-PPD-0002 – City-wide

Ryan Perrault, General Manager, Emergency and Protective Services, Valérie Bietlot, Manager, Public Policy Development Services, Jerrod Riley, By-law Review Specialist, and Heidi Cousineau, Manager, Traffic, Safety and Mobility, presented an overview of the report and answered questions from the Committee. A copy of the slide presentation is filed with the Office of the City Clerk.

The following were also in attendance and/or answered questions:

- City staff: Alain Gonthier, General Manager, Public Works, Roger Chapman, Director, By-Law and Regulatory Services, and Jake Gravelle, Associate Director, By-Law and Regulatory Services
- Ottawa Public Health: Benjamin Leikin, Manager, Community Health and Wellness
- Ottawa Police Service: Frank D'Aoust, Superintendent, Specialized Policing Directorate

Joint Committee received the following submissions, and a copy of each is filed with the Office of the City Clerk:

- Mélanie Brulée (Ottawa Music Industry Coalition) letter received May 13
- John Currie (Ottawa Bluesfest/ CityFolk) written comments received May 14

The following members of the public spoke before the Joint Committee and provided comments on the item.

- John Currie (Ottawa Bluesfest/ CityFolk)
- Keanna Louis-Charles (Ottawa Bluesfest / CityFolk)
- Tara Shannon (Ottawa Festival Network)
- Hannah Steeds (Ottawa Bluesfest/ CityFolk)
- Mark Monahan (Bluesfest/ CityFolk)
- Josh Lalonde
- Rob Mclellan (Osgoode Village Community Association)

Staff accepted the following direction (Councillor S. Devine):

That staff include the issue of nuisance car rallies as an emerging issue to be considered in the development of next Term of Council's By-law Review Work Plan and to include within the scope of this work consideration of the new regulations and enforcement program implemented in the City of Vaughan in partnership with Peel Regional Police.

Following discussions, the Joint Committee considered the report recommendation(s) as follows:

Report recommendation(s)

That the Joint Emergency Preparedness and Protective Services Committee and Public Works and Infrastructure Committee recommend that Council:

- 2. Repeal By-law 2001-260 and By-law 2013-232 and approve the recommended Special Events By-law and Highway Events By-law, as described in this report and in the general form set out in Documents 1 and 2 respectively, to be in force on January 2, 2026, and:**
 - a. Approve the recommended minor amendments to the Licensing By-law (No. 2002-189), as amended, to harmonize definitions and standards with the Special Events By-law, as described in this report and in the general form set out in Document 3, to be in force on January 2, 2026; and**
 - b. Approve the recommended minor amendments to the Noise By-law (No. 2017-255), as amended, to harmonize definitions and standards with the**

Special Events By-law, as described in this report and in the general form set out in Document 4, to be in force on January 2, 2026.

- 7. Establish interim delegated authority for the General Manager of Public Works, or their authorized representative, to approve weekday road closures from 6 AM to 6 PM for local and collector roads, and for major collector and arterial roads with the consent of impacted Ward Councillors, as detailed in the Delegated Authority for Road Closures section of the report, to be effective upon Council approval and until January 2, 2026;**
- 8. Approve the recommended amendments to the Vendors on Highways By-law (No. 2005-358), as amended, Designated Spaces By-law (No 2007-478), as amended, and Licensing By-law (No. 2002-189), as amended, to allow the presence and participation of licensed mobile refreshment vehicles, mobile refreshment carts, mobile canteens, refreshment stands and itinerant sellers at special events and block parties, as described in this report and in the general form set out in Document 5, to be in force on January 2, 2026;**
- 9. Approve amendments to the Noise By-law (No. 2017-255, as amended) to allow weekday noise exemptions to be extended for up to one hour when outdoor special events are impacted by weather delays and other unforeseen events, with the prior consent of the Ward Councillor, as described in this report and in the general form set out in Document 6, to be in force on January 2, 2026;**
- 10. Approve amendments to the Licensing By-law (No. 2002-189, as amended) and Schedule 9 respecting all-night dance event license requirements for establishments and events operating under a liquor license issued by the Alcohol and Gaming Commission of Ontario, as described in this report and in the general form set out in Document 7 and to be effective upon enactment;**
- 11. Receive the following documents:**

- a. **Document 8 – Assessment of the application of the Noise By-law for demonstrations (for information);**
- b. **Document 9 – Assessment of regulations for preventing harassment in public places (for information); and**
- c. **Document 10 – Assessment of regulations to address nuisance parties (for information).**

Carried as amended with Councillor D. Hill dissenting.

Carried as amended

Motion No. EPPSC-PWIC 2025-01-01

Moved by W. Lo

WHEREAS the Review of the Special Event By-laws report states:

- **“[...] we continue to encourage participation of young volunteers in other event activities where age-related safety concerns are less of a factor”, and**
- **“Section 13 of the recommended Special Events By-law also introduces a minimum age requirement for any volunteers assigned to tasks such as tending to traffic barricades or directing parking [to] help reduce risks for youth volunteers, including exposure to aggressive behaviour reported by event organizers and City staff [...]”, and**
- **“Inline with the new Special Events By-law, Section 8 of the recommended Highway Events By-law also introduces a requirement for any volunteers tending to traffic barricades or directing parking to be a minimum age of 16 and have a valid G1 driver’s license or equivalent, or to be 18 years old”, and**

WHEREAS tending to traffic barricades or directing parking is an operational area of high responsibility and high risk, and

**Joint Meeting of the Emergency
Preparedness and Protective Services
and Public Works and Infrastructure
Committee
Joint Report 1
May 28, 2025**

12

**Réunion conjointe du Comité des
services de protection et de
préparation aux situations d'urgence
et du Comité de l'infrastructure et des
travaux publics
Rapport conjoint 1
le 28 mai 2025**

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT volunteers tending to traffic barricades or directing parking be a minimum age of 18 years old or supervised by an adult where they are younger than 18 years old; and

BE IT FURTHER RESOLVED THAT the requirement for a volunteer tending to traffic barricades or directing parking to have a driver's licence be removed and stricken from the staff report.

Carried with Councillor S. Desroches dissenting.

Carried

Motion No. EPPSC-PWIC 2025-01-02

Moved by W. Lo

WHEREAS the report (ACS2025-EPS-PPD-0002) recommends a repeal of the Special Events on Public and Private Property By-law (No. 2013-262) and a subsequent enactment of a new Special Events By-law; and

WHEREAS the Review of Special Event By-laws report states:

- “the recommended Special Events By-law introduces [a code of conduct] as a requirement for all special event organizers, in Section 14 of Document 1”, and
- “this new regulation would require all event organizers to develop and enforce their own code, ensure staff and volunteers are aware of it, and make sure it is available to patrons before they buy a ticket or enter the site”, and
- through event organizer workshop consultations, “In the area of special event safety, there is general support for measures to enhance safety, including support for developing a code of conduct for special event participants”, and

- “However, special event organizers also raised concerns about a code of conduct being a requirement, looking for support in developing their code of conduct and guidance on how to use it”, and
- “Event organizers were also concerned with the potential for increased liability associated with having a code of conduct and any requirement for them to enforce it”, and

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the requirement to develop and adopt a code of conduct for special events be optional and not mandatory.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Section 14 of Document 1 be amended to read:

14. (1) Permit holders may establish a code of conduct for participants.

(2) A code of conduct established under subsection (1) shall be made available to event staff and volunteers prior to the start of the event, with instructions for how to apply the code.

(3) A code of conduct established under subsection (1) shall be made available to attendees:

(a) prior to payment of any admission fee; and

(b) prior to entering the event site.

(4) Any person in attendance at a permitted special event that has been determined, by event staff, to be in violation of a code of conduct established under subsection (1) may be required to leave the event and be prohibited access to the site for the remainder of the event.

(5) No code of conduct established under subsection (1) may allow activities in contravention of a law or a by-law.

Carried with Councillor A. Troster dissenting.

**Joint Meeting of the Emergency
Preparedness and Protective Services
and Public Works and Infrastructure
Committee
Joint Report 1
May 28, 2025**

14

**Réunion conjointe du Comité des
services de protection et de
préparation aux situations d'urgence
et du Comité de l'infrastructure et des
travaux publics
Rapport conjoint 1
le 28 mai 2025**

Carried

Motion No. EPPSC-PWIC 2025-01-03

Moved by W. Lo

WHEREAS the report (ACS2025-EPS-PPD-0002) recommends a repeal of the Special Events on Public and Private Property By-law (No. 2013-262) and a subsequent enactment of a new Special Events By-law; and

WHEREAS the Review of Special Event By-laws report states:

- **“[...] Section 13 of the recommended Special Events By-law introduces a new requirement for event staff and volunteers to complete Ottawa Public Health’s free online “Safer Events” training prior to working or volunteering at a special event”, and**
- **“Staff are recommending this annual requirement for all event staff and volunteers 12 years of age or older, consistent with advice from Ottawa Public Health”, and**
- **through event organizer workshop consultations “Attendees had mixed opinions on mandatory safety training, especially for volunteers, and raised questions about the responsibility and process for reporting harassment or discrimination on-site at events”, and**
- **“Special event organizers were unclear as to what they should do with reports of harassment and discrimination at special events, when incidents do not violate federal or provincial law”, and**

WHEREAS although the intention of imposing such a requirement is understandable, a blanket requirement such as this may lead to decreased volunteer recruitment or retention, particularly for events which may not feel that this type of training is necessary for their operation; and

**Joint Meeting of the Emergency
Preparedness and Protective Services
and Public Works and Infrastructure
Committee
Joint Report 1
May 28, 2025**

14

**Réunion conjointe du Comité des
services de protection et de
préparation aux situations d'urgence
et du Comité de l'infrastructure et des
travaux publics
Rapport conjoint 1
le 28 mai 2025**

WHEREAS it is desirable to ensure that it is as easy as possible for volunteers to get involved with special events in the City of Ottawa, while also recognizing that some event organizers may see benefit in mandating this training course;

THEREFORE BE IT RESOLVED THAT the requirement for event staff and volunteers to complete Ottawa Public Health's online "Safer Events" training prior to working or volunteering at a special event be strongly recommended and not mandatory.

BE IT FURTHER RESOLVED THAT Section 13(1) of Document 1 be amended to read:

13 (1) Event Central must inform permit holders of the Ottawa Public Health Safer Event training course and the benefits of this training; and

(a) Permit holders, at their discretion, mandate the Ottawa Public Health Safer Event training course for every person aged 12 years of older who is working or volunteering at the special event.

Carried with Councillor A. Troster dissenting.

Carried